Landes

GRÈVE DE LA FONCTION PUBLIQUE

« Une usure physique et psychologique »

Hier, à Mont-de-Marsan, 300 fonctionnaires étaient mobilisés. Quatre cortèges se sont élancés en direction de la préfecture pour réclamer de meilleures conditions de travail ainsi qu'une amélioration de leurs statuts et salaires

Nicolas Azam
montdemarsan@sudouest.fr

Les représentants des organismes syndicaux ont été reçus à la préfecture. MATTHIEU SARTRE

« Sans service public, pas de République ! » Les haut-parleurs, fixés sur un camion syndical, scandent ce slogan le long de la rue Gambetta. En ce 19 mars, journée de mobilisation nationale, 300 fonctionnaires ont battu le pavé dans les rues de Mont-de-Marsan.
À l'appel des organisations syndicales (CGT, FO, FSU, Solidaires et Unsa), quatre cortèges se sont élancés dans différents lieux du Moun pour réclamer de meilleures conditions de travail ainsi qu'une amélioration de leurs statuts et salaires. Le point de convergence de cette mobilisation était donné à la préfecture vers 11 heures, avant que les représentants des syndicats ne soient reçus en audience.
Quelques minutes plus tôt, le personnel hospitalier s'était donné rendez-vous devant les urgences du Centre hospitalier intercommunal de Mont-de-Marsan et du Pays des sources. Nicolas Bordes, représentant de la CGT, a mis en exergue « le manque chronique » de soignants lié à l'absence « d'attractivité » de la profession. « Aujourd'hui, il y a une usure physique et psychologique. Il y a de plus en plus d'arrêts maladie. Les soignants travaillent à crédit. » En 2022, à l'hôpital montois Layné, le nombre d'heures supplémentaires travaillées par les soignants représentait 140 ETP (équivalent temps plein).

« Il y a eu un décrochage entre les salaires et l'inflation »

Baisse des moyens

Magalie, sage-femme et membre du syndicat Unsa, a constaté la détérioration de ses conditions de travail depuis plusieurs années. « On nous demande de faire toujours mieux avec toujours moins de moyens », constate la professionnelle. Face à « un hôpital en tension », elle déplore « la valorisation des actes » aux dépens du « contact humain ». « Parfois, tu finis ta garde sans être contente de ton travail. »
Du côté de l'Éducation nationale, les professeurs dénoncent le « tri social » et le « choc des savoirs ». Mais également le gel du point d'indice. « Il y a eu un décrochage entre les salaires et l'inflation », souligne Nicolas Fayemendy, professeur au lycée Victor-Duruy et cosecrétaire départemental de la FSU. Un écart qui remonte à 1983, lorsque le gouvernement de l'époque avait remis en cause l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation.

Revalorisation du point d'indice

Pour retrouver la valeur du point d'indice de janvier 2000, il faudrait « revaloriser le point à hauteur de 28,5 % », selon le syndicat FO. Nicolas Guyard, secrétaire adjoint, pointe également du doigt « les progressions de carrière minables » et « le manque de structures spécialisées ». « Certains élèves finissent par péter les plombs », témoigne-t-il.
Du côté des finances publiques, le constat est similaire. Hervé Mazure, membre de l'union syndicale Solidaires, évoque les suppressions d'emplois ainsi que le manque de reconnaissance. Il se veut critique sur la dématérialisation des pratiques. « Plus c'est moderne, moins cela fonctionne. Les usagers sont obligés de passer par des centres d'appels ou de prendre des rendez-vous en ligne. C'est la double peine. » Pour certains fonctionnaires, il n'y a « même plus l'impôt sur les os », comme le dénonce une pancarte aperçue dans le cortège.

Malgré la colère, une mobilisation des infirmiers libéraux en douceur à Dax

Dans le cadre d'un mouvement national, une opération escargot était organisée hier par un contingent landais du Collectif des infirmiers libéraux en colère. 36 professionnels y ont participé

Les 36 manifestants landais sur le parking du Grand Mail à Saint-Paul-lès-Dax avant leur départ. ISABELLE LOUVIER / SO

Le concert de klaxons a duré une heure et demie, de 13 h 30 à 16 heures, et s'est déplacé du Grand Mail de Saint-Paul-lès-Dax jusqu'à la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de Dax. Outre ces quelques perturbations auditives, l'opération escargot n'a pas causé de sérieux désagréments de circulation. En tout cas, les 36 infirmiers libéraux réunis pour cette action dans les Landes se sont fait entendre. Après un parcours en ville, le convoi de 28 voitures s'est arrêté rue Baffert, où trois participantes ont été reçues par le directeur de la CPAM des Landes, Bruno Poncet.
« On a pu lui parler de notre pénibilité, de la revalorisation de certains de nos actes, du BSI (Bilan de soins infirmiers, NDLR). Sur ce point-là, il nous a été dit que depuis sa mise en place (facturable depuis octobre 2022), c'est l'orgie, que l'on en fait trop…, lançait Karine Sauvage, porte-parole du mouvement landais devant ses consœurs et confrères (deux hommes sur 36 manifestants) et infirmière libérale à Saint-Vincent-de-Tyrosse. Bref, nous avons aussi demandé une instance avec le directeur de la Caisse nationale de l'Assurance maladie (CNAM). M. Poncet nous a entendus, comprend notre démarche, mais a rappelé que ce n'était pas lui qui faisait les réformes. »

Une pause militante

Aussitôt la rencontre terminée, les participants à cet après-midi de mobilisation n'ont pas traîné. La plupart des infirmiers libéraux démarrent leur deuxième tournée quotidienne de soins à 16 heures. Le temps de pause habituel de 13 à 16 heures, après la première session matinale, a été sacrifié ce mardi pour l'opération escargot. « C'est un créneau de repos mais qui est vite rempli par l'administratif, qui fait partie du lot », précise Chrystèle, de Capbreton.
Cette « paperasse » grossit d'ailleurs le panel de revendications porté par le Collectif des infirmiers libéraux en colère, syndical. Après une mobilisation nucléarisée mais nationale ce 19 mars, le prochain grand rendez-vous de la profession est annoncé le 4 avril prochain, à Paris. Il précédera certainement d'autres déclinaisons landaises. « On ne lâchera rien », prévenaient les Landais du collectif avant de se quitter.

Pierre Larquier